

## Études internationales

**AFRICAN DEVELOPMENT BANK, *African Development Report 1997. African in the World Economy Fostering Private Sector Development in Africa and Social Statistics on Africa*. Oxford University Press, 1997, 237 p.**

Joséphine Lairap-Fonderson

---

Volume 30, numéro 3, 1999

URI : [id.erudit.org/iderudit/704062ar](http://id.erudit.org/iderudit/704062ar)

DOI : [10.7202/704062ar](https://doi.org/10.7202/704062ar)

[Aller au sommaire du numéro](#)

---

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN 0014-2123 (imprimé)  
1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

---

Citer cet article

Lairap-Fonderson, J. (1999). AFRICAN DEVELOPMENT BANK, *African Development Report 1997. African in the World Economy Fostering Private Sector Development in Africa and Social Statistics on Africa*. Oxford University Press, 1997, 237 p.. *Études internationales*, 30(3), 611–613. doi:10.7202/704062ar

---

Tous droits réservés © Études internationales, 1999

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne. [<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>]

---



Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. [www.erudit.org](http://www.erudit.org)

DÉVELOPPEMENT ET ASSISTANCE  
INTERNATIONALE

**African Development Report  
1997. African in the World  
Economy Fostering Private Sector  
Development in Africa and Social  
Statistics on Africa.**

AFRICAN DEVELOPMENT BANK, *Oxford  
University Press, 1997, 237 p.*

Le courant néolibéral des années 1980 est en train de pousser l'Afrique à embrasser sans réserve le secteur privé comme panacée de son long malaise économique. De nombreux pays africains se sont engagés à promouvoir le développement du secteur privé qui aujourd'hui apparaît indispensable à la croissance et au développement durables à long terme. Après plusieurs études et une littérature abondante commissionnées par l'extérieur, la Banque africaine de développement a finalement mis son poids derrière ce sujet en produisant ce document consacré à la promotion d'une stratégie de croissance durable en Afrique fondée sur le développement du secteur privé. Le thème du rapport de cette année « Fostering Private Sector Development in Africa » reflète donc le consensus sur la nécessité de promouvoir le secteur privé en Afrique compte tenu de son rôle dans la croissance qui réduira la pauvreté. Le rapport fournit une synthèse des stratégies d'intervention dans le secteur privé en vue d'assister à la formulation d'un agenda pour son développement dans la région. Il est divisé en trois grandes parties.

La première partie « Africa in the World Economy » examine la position de l'Afrique dans un ordre mondial des relations économiques, passe

en revue les performances socio-économiques du continent en 1996 (chapitre 1) et présente les expériences économiques de quelques pays de la région (chapitre 2). Un aperçu de la performance économique de la région en 1996 relève de façon encourageante que la reprise économique entamée en Afrique depuis 1994 a été soutenue en 1996. Le taux de croissance réelle du PNB dans la région a été estimé à 4,8 % comparé à 2,8 % en 1995. Il faut néanmoins souligner que les gains masquent les différences entre les prestations individuelles des pays de la région. Le taux moyen d'inflation a baissé de 27,3 % alors que le volume d'exportation a monté de 10 %. L'agriculture a enregistré l'une des meilleures performances des dernières années passant de 0,6 % en 1995 à 6,9 % en 1996. L'industrie et les services traînent des pieds avec une légère croissance de 3,3 et 4,1 % respectivement. Le bilan de l'année 1996 montre que l'Afrique a soutenu sa fragile reconstitution sur trois années consécutives. Néanmoins cette performance reste en dessous du 7 % requis pour renverser la progression de la pauvreté qui affecte la majorité de la population. Cette reprise économique devrait être maintenue sur une plus longue période pour aider les pays de la région à participer de façon plus complète dans la globalisation qui a caractérisé l'économie mondiale dans les années 1990. L'Afrique est le continent dont le rôle dans les échanges internationaux est le moins important, seulement 3 à 4 % du commerce mondial. En revanche, les échanges intra-africains sont quasi inexistant, malgré de nombreuses initiatives dans ce sens.

La deuxième partie « Fostering Private Sector Development in Africa », – le thème même du rapport – comprend les chapitres 3 à 8 et présente une discussion minutieuse des causes de la faiblesse du secteur privé en Afrique ainsi qu'un agenda pour sa promotion. Le rapport prend la perspective des conditions « après ajustement » et focalise sur les complexes interactions de la stabilisation macro-économique, les encouragements des réformes et l'adaptation institutionnelle. Le rapport conseille aux États africains un développement basé sur la recherche et la consolidation des investissements privés (chapitre 3). Une discussion de l'évolution de l'environnement des affaires et des réformes politiques récentes préconise le renforcement de l'État africain afin qu'il puisse jouer le rôle de facilitateur dans la création d'un environnement favorable à l'expansion de l'entreprise privée (chapitre 4). Un environnement favorable à la privatisation (chapitre 5) nécessite une réforme de l'entreprise publique, un consensus politique en la matière, la création d'un marché de capitaux adéquat et efficace ainsi que le développement d'une infrastructure domestique fonctionnelle, la participation du secteur privé dans le financement de l'infrastructure et le besoin d'assurer les investisseurs de la sécurité de leurs investissements. Une revue de la promotion du développement de l'entreprise privée (chapitre 6) note que les secteurs des micro entreprises et des petites et moyennes entreprises (PME) jouent un rôle très important en matière d'emploi, de production, de lutte contre la pauvreté. Mais leurs développements ont été contraints par les monopoles, les subventions aux entreprises pu-

bliques, une régulation excessive ainsi qu'un support inefficace des gouvernements. Dans une économie globale de plus en plus intégrée, les entrepreneurs locaux africains, surtout ceux des PME devront former des alliances afin d'assurer leur survie et une concurrence effective. En vue de répondre aux besoins réels du secteur croissant informel, le rapport recommande la nécessité de lier de façon directe et indirecte les segments financiers formels et informels, de renforcer le système bancaire, d'améliorer l'épargne, d'approfondir les marchés financiers et des capitaux (chapitre 7). Le rapport note l'apparition des programmes de micro financement dont la plupart des fonds viennent de l'extérieur. Les fonds étrangers restent vitaux pour les efforts de promotion du secteur privé. Mais en dépit des réformes politiques importantes menées ces dernières années dans la région, le flux des capitaux reste limité.

Le chapitre 9 présente la synthèse de l'agenda de réforme pour le développement du secteur privé en Afrique et le rôle du Groupe de la Banque. Le support de la Banque aux entreprises africaines date des années 70 et a pris plusieurs formes : – indirecte sous forme de lignes de crédit et autres ressources aux banques de développement locales ; – directe par le support des programmes d'ajustement structurel ou par le financement des projets d'infrastructure du secteur public. En association avec les bailleurs de fonds, la BAD a contribué à la création de plusieurs institutions telles que le Service de promotion et développement des investissements en Afrique (APDF), la Société de service et de gestion pour l'Afrique (AMSCO), la Société internationale financière pour

les investissements et le développement en Afrique (SIFIDA), la Table ronde des hommes d'affaires (ABR), le « African Export – Import Bank » (AFRIMBANK) (chapitre 8).

L'agenda pour la promotion du développement du secteur privé en Afrique préconise un environnement compétitif et favorable, une amélioration de la structure légale et régulatrice, une accélération des réformes du secteur financier, un renforcement de la régulation prudentielle et de supervision, l'approfondissement des marchés des capitaux, etc. Comme contribution à cet agenda, la Banque se propose de jouer un rôle plus significatif dans l'infrastructure du financement privé, d'assister plus activement à la privatisation et à la création d'un environnement favorable, de développer une assistance plus focalisée et favorable aux PME.

La troisième partie (Economic and Social Statistics on Africa) présente les données de base permettant de contrôler le progrès économique et social dans les pays régionaux membres de la BAD.

Ce rapport a été articulé de manière à être compris et approuvé à l'intérieur du continent. Étant produit dans la région, ce rapport représente un important document qui aidera à promouvoir une prise de conscience sur les problèmes du secteur privé en Afrique, leur conférant plus de légitimité. Il sera plus utile car il ne sera pas vu comme une imposition de l'extérieur et par conséquent, forcera tous ceux qui sont concernés par le secteur à confronter ces problèmes. Il est regrettable toutefois de noter le manque d'un intérêt spé-

cial de la part de la Banque en faveur de la femme africaine dont la participation répandue et variée dans le secteur informel est d'environ 70 %. Les femmes restent le groupe le plus discriminé en matière d'octroi du crédit, malgré leur rôle crucial dans le développement en général et la lutte contre la pauvreté en particulier.

Joséphine LAIRAP-FONDERSON

*Département de science politique  
Université d'Amsterdam  
Pays-Bas*

### **Disaster and Development: The Politics of Humanitarian Aid.**

MIDDLETON, Neil and Phil O' KEEFE.  
*London, Pluto Press, XII + 185 p.*

Nous avons tendance à penser que la famine généralisée résultant d'échecs d'aide humanitaire est un phénomène du 20<sup>e</sup> siècle. Mais les deux auteurs irlandais de ce volume commencent leur histoire en citant un poème de la grande famine irlandaise du 19<sup>e</sup> siècle :

*D'où venez-vous  
Ô trois compagnons sans merci :  
Famine, Faiblesse et Choléra ?  
D'où venez-vous dans votre détestabilité ?  
D'où venez-vous en fait ?  
Est-ce d'une ignorance têtue,  
D'une paresse insensible,  
Du petit péché ou du grand,  
De l'égoïsme froid,  
Du Mal lui-même,  
Ou de la pire malévolence,  
Malgré que l'humanité est si généreuse  
Si miséricordieuse, douce et gentille,  
Si préoccupé du sort de ses enfants. [Traduction libre]*

Ayant touché à toutes les dimensions du poème, les auteurs en arri-